

Les coryphées du « Front populaire » y sont allés pour « resserrer l'union entre les peuples d'Algérie et la Métropole ». Après Daladier, parlant officiellement et ouvertement au nom de l'impérialisme français, Thorez est parti faire œuvre de dupeur, parler « démocratie », « union contre le fascisme hitlérien », etc.

Les comptes rendus de « l'Humanité » nous disent les nombreuses délégations dont il reçut la visite, les cadeaux qui lui ont été offerts ; il reçoit des fleurs en souriant ; des photos le montrent embrassant une indigène, en un mot tout se déroule d'après la technique que le « père des peuples » met en œuvre en U.R.S.S. Pas un mot sur les revendications des travailleurs et des paysans algériens. Il parle bien de la nécessité de s'unir « contre le fascisme hitlérien », mais passe sous silence la lutte par des méthodes de classe contre le fascisme **en Algérie**. Devant son auditoire, il dénonce le P.S.F. et le P.P.F. algérien comme agents de l'étranger, mais bien sûr pas comme ceux du capitalisme français. La Métropole, voyez-vous, n'a que des représentants « honnêtes » comme M. Thorez, les fascistes qui s'en revendiquent ce sont des agents camouflés de Hitler. C'est ainsi qu'il réalise « l'union française » ! Du moment que le P.S.F. et le P.P.F. sont des agents de Hitler, et non pas mercenaires de la Métropole, la lutte contre eux n'est plus la tâche des masses travailleuses luttant contre l'impérialisme français, mais une simple tâche de police. Thorez réclamera que celle-ci les emprisonne ; mais en attendant, ce sont ses propres meetings qui sont interdits.

L'Algérie est appelée à jouer un rôle important, non seulement dans la prochaine guerre, mais elle peut devenir, **elle devient** une place d'armes du fascisme français. Les Doriot, les de la Rocque ont profité de la politique du « Front populaire » à l'égard des masses travailleuses pour augmenter leur influence. De même que, sous la pression de Blum, les représentants du « Front populaire » espagnol ont refusé d'accorder satisfaction aux Marocains — **auxquels Franco a accordé des droits démagogiquement, en paroles, pour pouvoir les utiliser contre les ouvriers espagnols** — de même les représentants du « Front populaire » au pouvoir en France ont donné les gages exigés par l'impérialisme français. Ils ont permis un renforcement de la répression contre les luttes surgies en Algérie sous l'impulsion des grèves françaises. Lozeray ment quand il écrit, dans « l'Humanité » (1), que les salaires des ouvriers indigènes ont augmenté. Ils ont **diminué** par suite de la dévaluation. Le « Front populaire » a laissé les masses indigènes aussi dénuées de droits qu'avant 1936. Le droit d'adhésion aux organisations syndicales est tout bonnement théorique. Car celles-ci sont un moyen de défense des ouvriers **algéro-européens** qui, du point

(1) 24 février 1939.

de vue économique et politique, représentent une couche de beaucoup supérieure à l'élément indigène. Ce dernier, composé de travailleurs non qualifiés -- manœuvres à tout faire, travailleurs agricoles, mineurs -- manque d'esprit corporatif et est dans l'impossibilité de payer une cotisation qui dépasse complètement ses possibilités. Avant de pouvoir s'organiser dans une organisation commune avec les ouvriers algéro-européens, les travailleurs indigènes doivent **préalablement** conquérir l'égalité économique et politique, **s'élever à leur niveau**. Le moyen qui leur permettrait de l'atteindre, c'est une lutte autonome adaptée à leur situation. Le Front populaire n'a rien apporté aux masses travailleuses de l'Algérie, il a **aggravé** leur situation. Voilà la vérité !

Aux yeux des masses indigènes, Blum « représentait » les ouvriers français ; elles ont été habilement travaillées par le P.S.F. et le P.P.F. et dressées contre les ouvriers métropolitains, tenus « responsables » de cette politique. Aujourd'hui, **le danger est grand** de voir l'impérialisme français s'en servir pour anéantir les conquêtes politiques et sociales des ouvriers français et instaurer le fascisme en France avec leur aide, comme Franco en Espagne avec celle des Marocains.

La résolution du B.P. du P.C.F. (2), prise au retour de Thorez, donne un coup de chapeau à la nécessité (du point de vue de la sécurité française bien entendu) « de faire droit aux aspirations légitimes d'ordre économique, social, culturel, religieux et politique qu'exposent notamment les représentants des populations arabes et berbères musulmanes ».

Et quelle est la mesure pratique envisagée ? La résolution **rappelle** « que le projet Blum-Violette... n'est toujours pas voté » ! La politique de collaboration de classes du Parti communiste français, sur le plan colonial, remplace l'agitation parmi les masses exploitées, et la lutte autonome de ces masses par des **méthodes de classe** contre l'impérialisme, par des exhortations adressées à la Métropole, c'est-à-dire aux capitalistes français. Le projet, en effet, n'a rien de dangereux pour la « sécurité française ». S'il répond aux aspirations « qu'exposent notamment les **représentants** », c'est-à-dire les exploitants indigènes, il ne donne aucune satisfaction aux millions d'ouvriers et paysans d'Algérie (approximativement 5.000.000). Donner des droits à une infime minorité de 20.000 privilégiés indigènes, comme le prévoit le projet, c'est, en réalité, augmenter l'inégalité et élargir la base sociale de l'impérialisme qui s'attacherait encore plus fortement cette mince couche et renforcerait, par conséquent, sa domination : « L'équilibre social recherché par l'impérialisme consiste à **déplacer** certaines couches indigènes pour les lier à l'élément exploiteur d'une part, et, d'autre part, à diviser l'ensemble des

(2) « L'Humanité », 19 février 1939.